

Geneva Internet Platform

# DigitalWatch

NEWSLETTER  
EN FRANÇAIS

*Vous recevez des centaines d'informations  
sur les politiques numériques.*

*Nous les recevons aussi.*

*Nous les décodons, contextualisons, et analysons.  
Ensuite, nous les résumons pour vous.*

## PREDICTIONS : LES POLITIQUES DU NUMERIQUE EN 2019

Le monde numérique reflète les changements de la société. Les risques et incertitudes en ligne sont en croissance. Une course aux armements numériques est en cours. L'intelligence artificielle (IA), l'informatique quantique, et la blockchain ouvrent la voie vers de nouvelles innovations dans le domaine de la santé, de l'agriculture et du développement. En 2019, les tendances de la realpolitik numérique vont s'accélérer, et 10 sujets seront à suivre en particulier.

### 1. Gouvernance des données : les discussions vont se poursuivre, malgré des tensions.

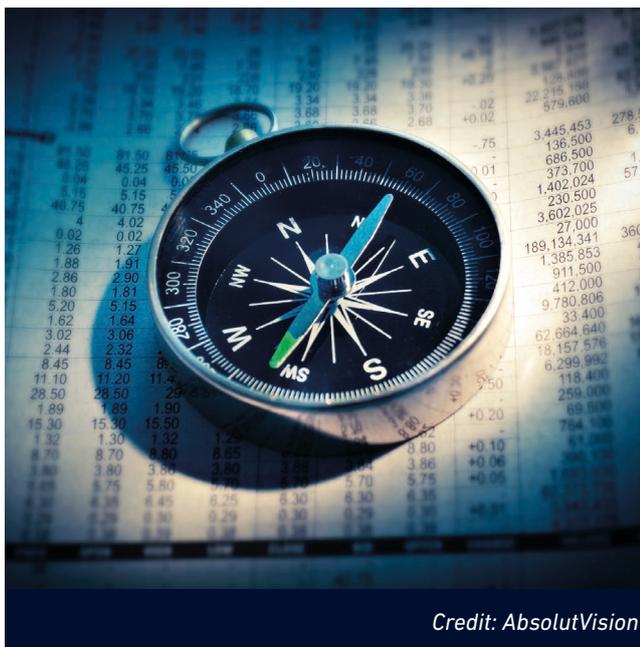
Alors que les données continuent à nourrir l'économie moderne, des sujets contentieux, comme les règles de transferts transfrontaliers des données, vont s'intensifier. Les décideurs politiques continueront leur quête de solutions pour une gouvernance des données permettant de combiner les intérêts du secteur privé avec ceux des agences de sécurité. De plus, la diversité des données (personnelles, commerciales, scientifiques...) se reflétera de plus en plus à travers une multiplication des réglementations à travers le monde. Par exemple, il est à attendre que les données relatives à la sécurité soient conservées

au niveau national, tandis que les données commerciales et scientifiques pourraient plus aisément circuler à travers les juridictions. Parallèlement, la tendance de diversification des politiques relatives aux données des grandes entreprises technologiques devrait se poursuivre.

### 2. Géoméconomie numérique : la course à la domination technologique va continuer.

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine devrait perdurer cette année. Derrière ces tensions, se cachent des deux côtés des plans ambitieux en matière technologique. L'engagement du président Trump de « Make America Great Again » fait écho au plan « Made In China 2025 » du président Xi. Ces plans pourraient conduire à plus d'influence des Etats sur les entreprises, et avoir un impact sur la concurrence dans l'économie numérique au niveau mondial. Alors que les deux présidents ont annoncé mettre en attente l'instauration de nouvelles barrières douanières pendant 90 jours afin de mener des négociations, tous les regards seront tournés vers l'issue de ces discussions.

La suite en page 3 



Credit: AbsolutVision

## DANS CE NUMÉRO

### GENEVE



L'intelligence artificielle et la diplomatie, le futur du travail, la coopération numérique, et la stabilité du cyberspace ont été parmi les sujets en discussion au cours du mois de janvier.

Plus en page 2 

### OBSERVATOIRE



La sécurité, l'économie numérique, les droits en ligne, et les juridictions étaient dans l'actualité. Lisez sur les tout derniers développements.

Plus en pages 4 et 5 

### CYBERSECURITE



Deux groupes de l'ONU vont continuer à explorer les questions relatives au comportement responsable des Etats dans le cyberspace. Que peut-on en attendre ?

Plus en page 6 

### MONNAIES VIRTUELLES



Comment les pays du monde réglementent les monnaies virtuelles ? Lisez notre résumé pour en savoir plus.

Plus en page 7 



Le numéro 37 de la revue de *Geneva Digital Watch*, publié le 6 février 2019 par la Geneva Internet Platform (GIP) et DiploFoundation | Traducteurs de l'édition française: Clément Perarnaud | Collaborateurs: Stephanie Borg Psaila (Editor), Efrat Daskal, Andre Edwards, Arvin Kamberi, Marco Lotti, Nataša Perućica, Ilona Stadnik, Sorina Teleanu | Conçu et réalisé par Viktor Mijatović, mise en page par Aleksandar Nedeljkov, CreativeLab de Diplo | En plus de la revue, vous pouvez trouver un traitement en profondeur des derniers développements sur l'observatoire *GIP Digital Watch* (<http://dig.watch>) et rejoindre les discussions le dernier mardi de chaque mois, en ligne, dans les différents centres locaux, ou au Geneva Internet Platform (<http://dig.watch/briefings>) | Envoyez vos commentaires à [digitalwatch@diplomacy.edu](mailto:digitalwatch@diplomacy.edu) | Téléchargez le numéro sur <https://dig.watch/newsletter/january2019>

## DEVELOPPEMENTS NUMERIQUES A GENEVE

De nombreuses discussions politiques se tiennent à Genève tous les mois. Les informations suivantes couvrent les principaux événements ayant eu lieu en septembre. Pour les comptes-rendus, visitez la section **Evénements Passés de l'observatoire GIP Digital Watch**.

### Science fiction meets policy – Policy meets science fiction

Cet événement organisé le 15 janvier visait à répondre à la question suivante : qu'est-ce que la science-fiction peut nous apprendre des politiques numériques et de leur futur ? La participation de décideurs politiques, de diplomates, de designers, et d'écrivains, a permis de présenter différentes perspectives sur l'architecture internationale de Genève, et afin d'identifier les tendances numériques du monde à venir. La dernière partie de ce workshop consistait en 4 sessions interactives parallèles. Ces groupes étaient animés par des experts qui se sont intéressés à la science-fiction et aux politiques numériques à travers différentes perspectives. *Lire le compte-rendu de cet événement.*

### AI and the Law Public Conference

Cet événement a été organisé le 16 janvier par la Faculté de droit de l'Université de Genève en collaboration avec la plateforme Geneva-Harvard-Renmin-Sydney. Cette conférence portait sur les questions posées par l'évolution et le développement de l'IA, notamment à vers les derniers progrès en matière de robotique. Les « robots intelligents » peuvent désormais interagir avec les humains et leur environnement, en plus de pouvoir apprendre, s'adapter, évoluer, et donc prendre des décisions autonomes. Cette conférence a permis des échanges sur l'impact global de l'IA sur les lois, le concept du choix et de l'optimisation, l'identification de la responsabilité étatique en cas de cyber-attaques, et finalement sur les implications humanitaires de l'utilisation de l'IA.

### Présentation du rapport de la commission mondiale sur le futur du travail de l'Organisation mondiale du travail.

A l'occasion du centenaire de l'OIT le 22 janvier, la commission mondiale sur le futur du travail a publié son rapport *Work for a brighter future*. La commission était composée de 27 membres, issus du secteur privé, de think-tanks, du monde académique, et d'ONG. Dans ce rapport, la Commission appelle à un agenda centré sur l'humain pour un futur du travail décent, à travers 10 recommandations, ainsi que le soutien à une garantie universelle du travail, une protection sociale, et une garantie de formation continue. Les défis posés par les nouvelles technologies et le changement climatique ont également été pris en compte, et la nécessité de trouver une réponse collective à ces questions a été mise en exergue afin de parer aux impacts potentiels négatifs sur le futur de l'emploi. Les experts ont reconnu le risque de pertes d'emplois causées par l'IA et l'automatisation, mais ont également souligné le potentiel de ces technologies pour la création de nouveaux emplois, si elles sont mises en œuvre pour soutenir les capacités des individus et les institutions professionnelles existantes.

### Debriefing des réunions du Panel de haut-niveau de l'ONU sur la coopération numérique et de la Global Commission on the Stability of Cyberspace

La GIP a accueilli le 25 janvier un debriefing des réunions du Panel de haut-niveau de l'ONU sur la coopération numérique, et de la Global Commission on the Stability of Cyberspace (GSCS). Après plusieurs mois de consultations publiques intensives et de discussions, le Panel de haut-niveau a commencé les travaux sur son rapport et ses recommandations durant sa réunion à Genève (21-22 janvier). Le Panel tiendra un nouveau round de consultations sur son rapport et ses recommandations. Le rapport final sera soumis au secrétaire général le 31 mai. La GSCS est une initiative multipartite formée par un groupe d'experts oeuvrant à une meilleure compréhension entre les domaines et à éviter les collisions de normes. Le travail de la Commission est actuellement ouvert aux suggestions sur les questions de cyber-stabilité, et devrait présenter ses recommandations finales d'ici la fin de l'année. *Lisez notre compte-rendu.*

### Lancement du rapport sur l'IR de l'Organisation mondiale sur la propriété intellectuelle

Le 31 janvier, l'OMPI a publié son premier rapport « technology trends » sur l'IA, qui démontre la progression significative des inventions liées à l'IA et des dépôts de brevet, et que cette technologie s'inscrit dans les marchés de l'économie traditionnelle. Ce rapport identifie les acteurs les plus actifs dans la technologie de l'IA, dans l'industrie, le monde académique, ainsi que la distribution géographique des soumissions de brevets. Ces brevets sont le plus souvent déposés par des entreprises américaines, et IBM et Microsoft sont les entreprises ayant le plus grand portefeuille en la matière. La plupart de ces dépôts concerne des techniques de « machine learning ».

## PREDICTIONS : LES POLITIQUES DU NUMERIQUE EN 2019

*Suite de la première page*

### 3. Géopolitique : une course aux armements et à la sécurité est en route.

La course aux armements numériques va s'accélérer en 2019, tandis que les pays continuent à développer leurs capacités offensives. Une des questions principales qui sera discuté au niveau international est de savoir où fixer la limite en termes d'armements et d'utilisation de ces capacités. Les intrusions numériques dans le cadre d'opérations militaires vont probablement accroître, tout comme les questions d'attributions et les accusations. Le manque de preuves formelles pour les attributions pourrait cependant faire naître des formes de coopération, afin d'établir des méthodologies communes permettant d'établir des attributions.

### 4. L'intelligence artificielle : une technologie en voie de maturation.

Les discussions sur l'IA vont se renforcer, au-delà de l'effet de mode. Il est attendu que de nombreux pays créent leurs stratégies nationales en matière d'IA, tandis que des entités internationales continueront les débats sur l'éthique et les droits de l'homme, le futur du travail, et les systèmes d'armement autonomes. La sûreté et la sécurité en lien avec les voitures autonomes poseront de nouvelles questions. Les discussions sur la responsabilité et un possible statut légal pour les systèmes autonomes devraient également être à l'agenda de l'année 2019.

### 5. La sécurité sera omniprésente.

Du fait de leur dépendance accrue aux données et infrastructures informatiques, il est attendu que les entreprises prendront la cybersécurité encore plus sérieusement que par le passé, faisant ainsi se développer le marché déjà en pleine croissance des assurances numériques. La sécurité de l'Internet des objets sera scrutée avec attention, alors que les terminaux intelligents se démocratisent de plus en plus. Des appels en faveur de réglementations nationales plus strictes en matière de sécurité sont à attendre, ainsi que des pressions de la part des gouvernements pour accéder aux données numériques dans le cadre d'enquêtes en matière de cybercriminalité. La question de l'anonymat sur Internet devrait aussi réapparaître.

### 6. Entreprises technologiques : l'aube des réglementations gouvernementales.

Le pouvoir et l'influence des géants de l'Internet ont mis les décideurs politiques dans une situation assez inconfortable. 2018 a lancé une vague de réglementations dans des domaines comme la fiscalité, la responsabilité des intermédiaires, et les obligations de localisation des données. Comme l'a montré le récent Forum économique mondial, les appels en faveur de plus d'intervention étatique vont se maintenir. La principale question est de savoir si les Etats s'accorderont sur des règles communes, ou décideront unilatéralement de nouvelles mesures. Comme l'indique l'année 2018, de plus en plus d'Etats adoptent des politiques de façon unilatérale, bilatérale, et régionale.

### 7. Les règles mondiales relatives au commerce en ligne pourraient évoluer.

Après plusieurs années d'échecs à lancer des négociations au sein de l'Organisation mondiale sur le commerce (OMC) sur une série de règles relatives au commerce en ligne, plus de 70 pays se sont mis d'accord pour engage de nouvelles discussions en mars. Ces débats risquent cependant d'être très agités, en raison de fortes divergences sur ces questions. En termes de régulation, la pertinence de ces règles globales dépendra de la rapidité avec laquelle les Etats parviendront à un accord au sein de l'OMC. Alors que ces pays négocieront ces nouvelles règles, des accords régionaux continueront à exercer du contrôle sur le commerce et les investissements, prouvant une fois encore que le caractère déterminant de la géographie dans ces domaines.

### 8. Le « hardware » est de retour.

Pendant longtemps, les discussions sur les politiques numériques se sont concentrées sur les logiciels et les données. Mais en 2019, il est à attendre plus de débats sur le « hardware ». L'utilisation accrue des microprocesseurs dans l'économie moderne va encourager les pays à développer des efforts pour devenir autonome pour leur production. De nouvelles discussions devraient voir le jour sur la standardisation et les questions de sécurité concernant les capteurs de l'Internet des objets. Le déploiement des réseaux 5G s'accélèrera, permettant ainsi de nouvelles applications, mais générant aussi de nouveaux débats en matière de politiques de spectre. L'informatique quantique continuera son développement, alors que de nombreux Etats poursuivent leurs investissements dans ce domaine.

### 9. Blockchain et monnaies virtuelles : l'année du bilan.

Après beaucoup de discussions autour du potentiel de la blockchain, 2019 sera l'année du bilan. Les expérimentations seront évaluées, et des décisions devront être prises par rapport à leur continuation. Les monnaies virtuelles sont également dans l'œil du cyclone, après les fortes baisses connues par certaines. Tandis que certains experts estiment que leur volatilité est une de leurs propriétés inhérentes, les décideurs politiques semblent bien plus pessimistes. La tendance réglementaire générale est de reconnaître les différents types de monnaies virtuelles, et de mettre à jour les règles financières pour classifier ces nouveaux actifs numériques financiers. *Plus en page 7.*

### 10. Les identités numériques

Les questions relatives à l'identité d'individus, de groupes et de nations sont à l'origine de nombreuses controverses politiques. Les questions sur les identités se posent tout autant en ligne qu'en dehors, et posent de nouveaux dilemmes. En 2019, de nombreux Etats tenteront de trouver des solutions pour développer de nouveaux systèmes d'identité numérique, alors que le système Aadhaar et le projet Indian Stacks devraient leur servir d'inspiration. Du côté du secteur privé, le pouvoir dont dispose des entreprises de l'Internet sur les identités numériques continuera à attirer l'attention des décideurs politiques.

Lisez toutes les prédictions sur les politiques numériques en 2019.

## POLITIQUES NUMERIQUES: DEVELOPPEMENTS EN JANVIER

Le baromètre mensuel sur la gouvernance de l'Internet suit les questions spécifiques qui animent les débats publics, et vise à révéler les tendances du moment en comparant leur évolution chaque mois. Le baromètre détermine la présence de problèmes spécifiques de gouvernance d'Internet par rapport au mois précédent. *En savoir plus sur chaque mise à jour.*

### Architecture globale de la gouvernance de l'Internet



Neutre

Les dirigeants mondiaux ayant participé au Forum économique mondial ont souligné la nécessité d'une coopération mondiale pour répondre aux défis dérivant du progrès technologique. Le Forum a également initié un Conseil sur l'Intelligence artificielle afin de mener des travaux sur l'éthique et l'IA, et le futur du travail.

La communauté du FGI a entamé les préparations du 14ème Forum sur la gouvernance de l'Internet, avec la première série de consultations ouvertes et la réunion du Multistakeholder advisory group. De nombreux participants ont souligné le besoin d'innovations pour rendre le FGI plus pertinent, précis, et attractif.

### Développement durable



Neutre

La Task force sur le financement numérique et le développement durable du Secrétaire général de l'ONU a tenu sa première réunion, et a entamé ses travaux sur des recommandations pour utiliser le potentiel des technologies financières pour atteindre les objectifs sur le développement durable (ODD).

Un draft paper préparé par le Secrétariat de la conférence de l'ONU sur le commerce et le développement indique que les rapides changements technologiques offrent des opportunités importantes pour atteindre les ODD, mais posent également des défis pour la formulation des politiques, en menaçant de prendre de vitesse la capacité d'adaptation des gouvernements et des sociétés.

### Sécurité



En progression

Les cyberattaques, les fraudes et vols de données, et les pannes d'infrastructures critiques font partie des 10 principaux risques pour l'année 2019, selon le Forum économique mondial. Redbanc, l'entreprise qui connecte le réseau des distributeurs des banques chiliennes, a annoncé avoir été infiltré par des pirates en décembre 2018.

La France utilisera des cyber-armes, en addition à ces armements traditionnels, pour répondre et attaquer, selon la ministre des forces armées, Florence Parly. Les Philippines ont lancé un Projet de gestion des systèmes de cybersécurité afin de protéger les agences gouvernementales contre les attaques et menaces en ligne. L'incubateur de Google, Jigsaw, a étendu son Project Shield aux organisations politiques en Europe, leur permettant de protéger leurs sites internet contre des attaques, dans le contexte des élections européennes de mai 2019.

76 membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont fait part de leur intention de commencer des négociations sur les aspects commerciaux du commerce en ligne.

L'Indonésie a introduit de nouvelles règles obligeant les entreprises de e-commerce à partager leurs informations financières avec les autorités, tout en réitérant la nécessité pour ces entreprises de contribuer à l'impôt. L'Autriche entend contraindre les grandes entreprises de l'Internet à payer un impôt représentant 3% de leurs revenus publicitaires. Le gouvernement espagnol a proposé une taxe de 3% sur les revenus des grandes entreprises d'Internet. Le Chili explore également la possibilité d'une taxe de 19% pour les multinationales d'Internet.

### Commerce électronique et Economie de l'Internet



En progression

Au niveau européen, les discussions autour d'une taxe numérique se poursuivent. Tandis que le commissaire aux affaires financières et économiques Pierre Moscovici a reconnu qu'il serait difficile pour les Etats membres de s'accorder sur une telle taxe, la Commission européenne a proposé que ces nouvelles règles soient adoptées à la majorité qualifiée au conseil, et non à l'unanimité comme actuellement.

L'administration chinoise sur le cyberspace a adopté une réglementation obligeant les fournisseurs de service blockchain à s'enregistrer auprès de cette administration, et les interdisant d'utiliser cette technologie pour produire ou disséminer des informations illicites.

Le Conseil d'Etat en France a statué qu'un ancien conducteur Uber était un employé, en raison du fait qu'il ne pouvait pas décider de ses clients ou modifier ses tarifs. Une décision de justice contradictoire a été prise à Bruxelles, indiquant que les conducteurs Uber ne peuvent être reconnus comme des employés car ils peuvent décider librement de leur temps de travail. Cette même décision indiquant également qu'Uber ne fournissait pas directement de services de transport.

L'Indonésie entend réglementer les tarifs minimum et maximum des VTC, en réponse aux demandes des conducteurs pour plus de régulation. Uber et Cabify ont décidé de suspendre leurs services à Barcelone, après que les autorités régionales aient introduit des règles plus strictes.

## Droits en ligne



En progression

La CNIL a donné une amende de 50 millions d'euros à Google pour ne pas avoir respecté les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) en matière de transparence et de consentement. [L'autorité de protection des données irlandaise a lancé une investigation sur le respect par Twitter du RGPD.](#) [La Commission européenne a adopté une décision d'adéquation par rapport au Japon, reconnaissant que les garde-fous en matière de protection des données au Japon respectent les standards européens.](#)

Dans ce qui a été décrit comme l'un des pires scandales de cybersécurité, des hackers ont récemment révélé les données personnelles de centaines de personnalités politiques, journalistes et célébrités allemandes.

Un juge en Californie a statué que les agences répressives ne peuvent obliger un suspect à déverrouiller son appareil avec des identifiants biométriques, car cela serait contraire à la constitution.

Plusieurs restrictions d'Internet – allant du blocage de réseaux sociaux à celui d'Internet tout entier – ont été rapportés dans le monde, notamment au Tchad , en République démocratique du Congo , au Gabon , au Soudan  et au Zimbabwe .

L'avocat général de la cour de justice de l'Union européenne a proposé à la Cour de limiter la portée du droit à l'oubli au niveau européen.

## Juridiction et Questions légales



En progression

Le régulateur des communications en Russie a ouvert des procédures administratives contre Facebook et Twitter pour ne pas avoir respecté les règles de localisation des données.

L'Inde propose de nouvelles règles pour les intermédiaires d'Internet afin qu'ils retirent les contenus illégaux à la demande des autorités, et déploient des outils pour les identifier proactivement et en supprimer l'accès.

La proposition européenne de réforme de la directive sur le droit d'auteur pourrait ne pas être adoptée prochainement, du fait du désaccord opposant les Etats membres sur les dispositions les plus controversées, sur la « link tax » et les filtres.

## Infrastructure



En baisse

Tonga, l'Etat insulaire du Pacifique Sud, a perdu l'accès à Internet, du fait de l'endommagement d'un câble sous-marin, probablement par l'ancre d'un navire.

La Commission européenne a décidé d'harmoniser les spectres radios pour les fréquences 3.4-3.8 GHz afin de faciliter les usages futurs de la 5G à travers les pays européens.

## Neutralité du net



Neutre

Aux Etats-Unis, les débats sur la neutralité du net vont continuer devant la justice, après que la Cour d'appel fédérale ait rejeté la demande de la FCC de reporter le début des auditions dans le recours contre la décision de la FCC d'abroger les règles sur la neutralité du net.  Du côté de l'industrie, l'absence de règles sur la neutralité du net n'a pas conduit à une augmentation des investissements en matière d'infrastructure, comme l'avait prédit la FCC. Il a été révélé que les trois grandes entreprises de télécom – Comcast, Charter et Verizon – ont diminué leurs dépenses de capitaux en 2018.

Le gouvernement japonais a prévu de pirater aléatoirement 200 millions de terminaux connectés à l'Internet des objets, afin de tester la sécurité de ces objets et identifier de potentielles cyber-vulnérabilités.  Singapour a lancé une consultation publique sur un guide de sécurité pour l'Internet des objets afin de promouvoir des pratiques de cybersécurité parmi les développeurs de l'Internet des objets et les utilisateurs.

## Nouvelles technologies (Internet des Objets, IA, etc.)



En progression

Le projet AI4EU a lancé  le 1er janvier 2019 une initiative pan-européenne pour créer une plateforme ouverte et collaborative pour encourager la croissance économique à travers l'utilisation de l'IA.

Le Conseil central sur l'éducation secondaire en Inde a décidé d'introduire des cours optionnels en IA pour certaines classes d'écoliers.  Selon Tan Sri Richard Malanjum, le ministre de la justice malaysien, les juges nationaux utiliseront bientôt l'IA pour les aider à prendre des décisions plus consistantes.

Singapour a publié un modèle de cadre de gouvernance pour l'IA  structuré selon deux principes : les décisions basées sur l'IA doivent être explicables, transparentes, et justes, et les systèmes IA doivent être centrés sur l'humain.

Facebook et l'université technique de Munich ont annoncé coopérer pour le développement d'un centre de recherche portant sur l'éthique dans le contexte de l'IA.

L'IA était l'un des sujets les plus discutés lors de l'édition 2019 du forum économique mondial.

## DISCUSSIONS SUR LE COMPORTEMENT DES ETATS DANS LE CYBERESPACE

**En décembre 2018, l'assemblée générale de l'ONU a approuvé la création de deux groupes distincts pour explorer la question du comportement responsables des Etats dans le cyberspace : un groupe de travail ouvert (OEWG) et un nouveau groupe d'experts gouvernementaux (GGE). Ces deux groupes ont été proposés à travers des résolutions déposées respectivement par la Russie et les Etats-Unis. Quels sont leurs mandats, et qu'attendre de ces deux groupes ?**

### Comparaison des deux mandats

Proposé par la Russie, le OEWG commencera ses travaux en juin 2019. Sa composition est indiquée comme ouverte, ce qui implique que tous les pays de l'ONU peuvent exprimer leur volonté d'y participer. La tâche principale de ce groupe sera de développer des normes, règles, et principes concernant le comportement responsable des Etats, sur des manières de les mettre en œuvre, et d'étudier la possibilité d'institutionnaliser ce dialogue sur l'application du droit international de façon régulière dans un cadre onusien. Le mandat de ce groupe inclut également l'étude des menaces actuelles et futures pour la sécurité de l'information ainsi que des mesures de renforcement de la confiance et de capacités. Le OEWG travaillera dans une logique consensuelle pour développer son rapport, qui devrait être présenté lors de la 75ème session de l'ONU à l'automne 2020.

Le GGE, proposé par les Etats-Unis, est prévu pour une durée plus longue – 3 ans – et poursuivra les travaux des GGE précédents, en étudiant de possibles mesures conjointes pour répondre aux menaces dans le champ de la sécurité des informations au niveau international, notamment les normes et règles concernant le comportement responsable des Etats, ainsi que l'application du droit international à l'utilisation des TIC par les Etats. Le résultat de ce groupe consistera en un rapport qui n'impliquera par le consensus de tous ses participants, mais contiendra une annexe dans laquelle les membres du GGE pourront faire part de leurs positions nationales sur ces questions.

Une différence notable entre ces deux groupes consiste dans leur composition. Le OEWG est susceptible d'impliquer tous les membres de l'ONU intéressés, et organisera des réunions intersessionnelles consultatives avec des entreprises, des ONG et le monde académique. Le GGE prend lui une direction plus intergouvernementale, du fait de sa participation limitée pour les pays membres, sur la base d'une répartition géographique équitable, et organisera des consultations avec des organisations intergouvernementales régionales et les pays membres de l'ONU.

### Les attentes pour ces groupes

La création de ces deux groupes séparés pour échanger sur les questions de sécurité de l'information au niveau international a suscité des réactions différentes. Certains pays membres se sont inquiétés que ces deux canaux pourraient diminuer l'efficacité, alors que d'autres estiment que ces processus sont en fait compatibles. En réalité, ces deux groupes ont à la fois des avantages et des inconvénients.

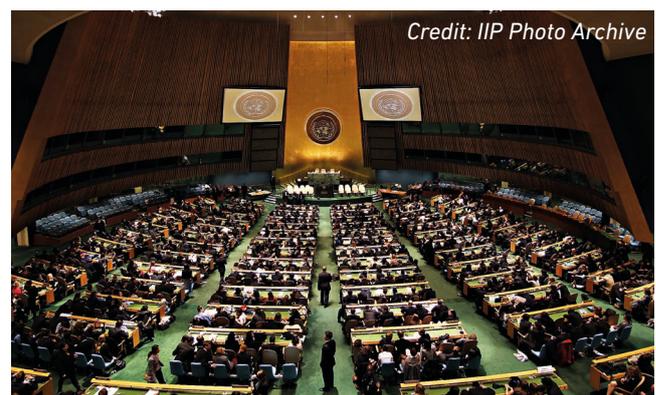
Le format de l'OEWG a plusieurs avantages. La résolution sur laquelle il se fonde inclut une liste de normes à développer. Il est donc possible que ce groupe se concentre sur les mécanismes permettant leur mise en œuvre. La composition ouverte de ce groupe permet à tous les pays de

participer, contrairement au nombre limité de membres des précédents GGE. Les règles du consensus permettront que l'intérêt commun de tous les participants soient inclus au document final. De plus, le temps est un facteur important, et son rapport sera soumis dans deux ans, c'est-à-dire plus rapidement que celui du GGE.

Mais le format de l'OEWG a également des inconvénients. Sa composition ouverte n'implique pas la participation de pays par défaut, et donc la composition de ce groupe pourrait être bien plus réduite que nécessaire. Par exemple, les pays qui n'avaient pas voté pour cette résolution ont moins de chance d'y participer. La règle du consensus peut être un obstacle, et affecter significativement la formulation finale du rapport, sauf si le groupe est composé de pays avec des vues similaires sur ces questions. Enfin, l'implication d'autres parties prenantes dans les discussions est perçue positivement de nos jours. Mais des problèmes importants pourraient apparaître pour inclure les acteurs pertinents du secteur privé et de la société civile.

Le format GGE a pour atout le principe de la répartition géographique équitable de ses membres. Un groupe plus réduit peut être plus efficace qu'un groupe plus large. L'absence de prise de décision par consensus peut également être vu positivement, car son rapport sera soumis au secrétaire général en tout état de cause. Ce rapport contiendra les positions nationales sur l'application du droit international à l'utilisation des TIC par les Etats. Cependant, ce groupe aura besoin de 3 ans pour publier son rapport, ce qui peut être perçu comme une difficulté majeure dans un environnement caractérisé par un développement continu des technologies et l'émergence de nouvelles menaces.

Malgré la création de ces deux groupes, les Etats ne sont qu'au début du développement de normes contraignantes concernant le comportement responsable des Etats dans le cyberspace. Bien que les progrès futurs dépendent largement du contenu des rapports produits par ces deux groupes, ces documents n'adresseront principalement que des recommandations. Même si ces deux groupes parviennent à mener à bien leurs travaux, la probabilité que la polarisation des positions concernant la sécurité des informations est élevée, et leur objectif premier ne sera donc pas réalisé.



Credit: IIP Photo Archive

## MONNAIES ET ACTIFS VIRTUELS : CARTOGRAPHIE DES RÉGLEMENTATIONS

**Au cours des derniers mois, nous avons étudié les réglementations autour du monde visant les monnaies virtuelles et les actifs virtuels. A l'aide d'informations publiques en ligne, nous avons cartographier les réglementations de 140 pays et étudier leurs mises en œuvre.**

Dans cette recherche, les réglementations nationales en matière de monnaies virtuelles, « d'initial coin offering » (ICO), et d'échanges en ligne ont été différenciées.

### Clarifier la terminologie

Comme pour de nombreuses technologies émergentes, des premiers efforts sont en cours pour établir une taxonomie commune et une topologie du système des monnaies virtuelles. En plus des monnaies, les actifs virtuels sont maintenant reconnus comme de nouveaux instruments financiers dans certains pays. Ces actifs incluent des « tokens » résultant de processus ICO. De nombreuses entreprises utilisent cette méthode pour lever des fonds et la principale question pour les régulateurs est de savoir comment considérer ces « tokens » du point de vue de l'investissement. Les institutions financières centrales adoptent des recommandations pour la classification des « tokens » et cela permet d'informer les décisions en matière de protection des consommateurs.

### Répondre aux risques

Seulement quelques pays ont imposé une interdiction totale sur les monnaies virtuelles et les ICO. Les décideurs politiques se sont plutôt orientés vers l'établissement de procédures claires concernant les échanges en ligne et le commerce de monnaie virtuelle. A travers le monde, les régulateurs remettent à jour les règles de lutte contre le blanchiment d'argent afin de prendre en compte les plateformes d'échanges de monnaies virtuelles en ligne. Presque tous les points d'échanges en ligne mettent en œuvre des politiques pour connaître leurs clients. L'anonymat des clients de monnaies virtuelles est presque inexistant.

### Prendre en compte les inquiétudes concernant la fiscalité

Les banques centrales du monde entier ont été particulièrement attentives par rapport aux risques pour le public

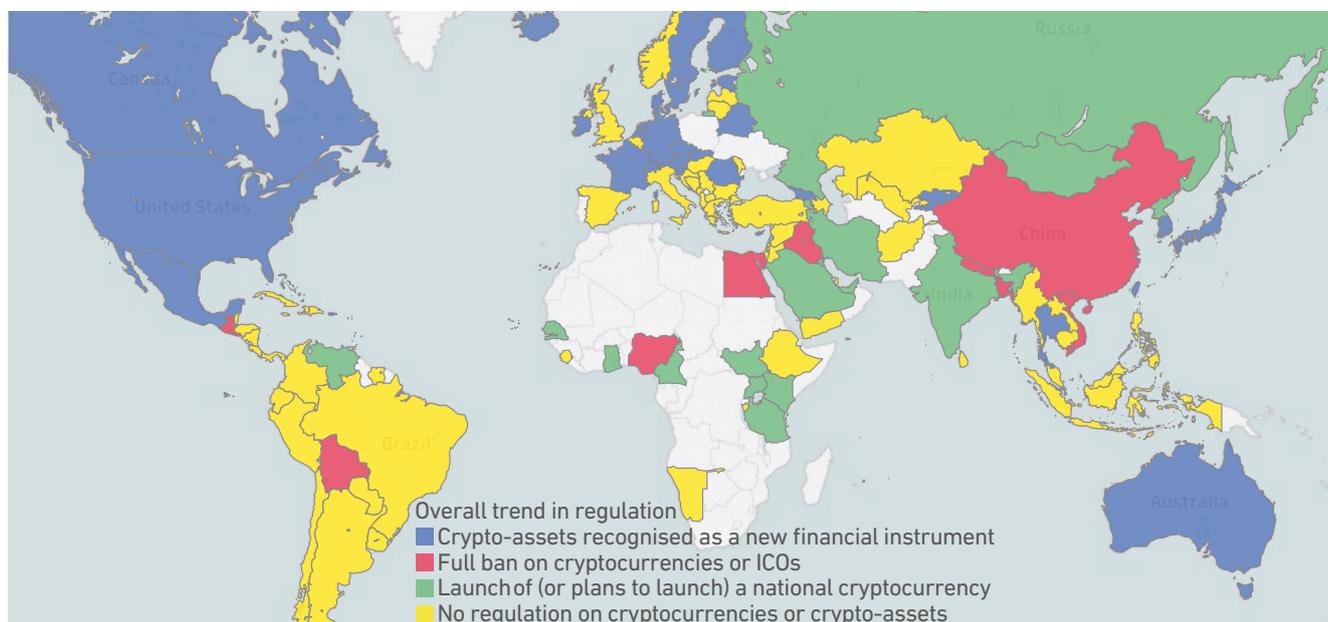
que posent les monnaies virtuelles, et presque toutes ont émis des mises en garde contre ces risques. Les règles fiscales ont également été amendées dans de nombreux pays afin d'inclure les profits réalisés dans le commerce de monnaies virtuelles.

Certains pays soumis aux sanctions financières les plus drastiques ont introduit des plans visant à créer des monnaies virtuelles afin de contourner les sanctions. Le Venezuela a créé une monnaie virtuelle étatique, dont le nom est Petro. D'autres pays considèrent également cette possibilité. D'un autre côté, des petits Etats et des Etats aux règles financières plus libérales tentent d'encourager avec leur réglementation des solutions innovantes pour les services utilisant la technologie blockchain.

### Identifier les tendances régionales

L'UE entend adopter des règles plus strictes sur la protection des consommateurs et pour des politiques plus transparentes pour les utilisateurs. En Asie, le modèle privilégié est celui de l'auto-régulation pour l'industrie, tandis qu'en Afrique la définition de meilleures politiques de protection des consommateurs et l'utilisation des monnaies virtuelles comme un levier pour l'inclusion financière sont en cours. L'Amérique latine est divisée entre ceux qui considèrent que les monnaies virtuelles apportent une liberté financière (Venezuela), et ceux qui ont interdit leur utilisation (Bolivie). La région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) est également sévère par rapport aux monnaies virtuelles, mais relativement ouverte par rapport aux technologies décentralisées comme la blockchain.

Pour une analyse plus en profondeur de chaque pays, et les liens vers les réglementations en question, visitez notre carte interactive sur l'observatoire [GIP Digital Watch](#).



## LES PRINCIPAUX EVENEMENTS POUR 2019

Les évènements ci-dessous – extrait d'un calendrier très riche pour cette année – devraient marquer le monde des politiques numériques en 2019. Si cette liste mentionne des évènements, ces derniers s'inscrivent pour la plupart dans des processus actifs tout au long de l'année. La base de données complète des évènements et processus à suivre est disponible sur l'observatoire [GIP Digital Watch](https://dig.watch).

**15–17 février**  
Conférence sur la sécurité de Munich (Munich, Allemagne)



**25 février–22 mars, juin, et septembre**  
Conseil des droits de l'homme (Genève, Suisse)



**27–28 février**  
Conférence de haut-niveau: Impacts of AI development on Human Rights, Democracy and the Rule of Law (Helsinki, Finlande)



**25–28 février**  
Mobile World Congress (Barcelone, Espagne)



**11–12 mars**  
Sommet de l'OCDE "Going Digital" (Paris, France)



**13–17 mai**  
Commission on Science and Technology for Development – 22ème Session (Genève, Suisse)



**15–17 avril**  
ILO100: Law for Social Justice (Genève, Suisse)



**8–12 avril**  
Forum SMSI (Genève, Suisse)



**1–5 avril**  
CNUCED E-commerce week (Genève, Suisse)



**25–29 mars et août**  
Group of Governmental Experts on Lethal Autonomous Weapons Systems (Genève, Suisse)



**28–31 mai**  
International Conference on Cyber Conflict (Tallinn, Estonie)



**28–31 mai**  
AI for Good Global Summit 2019 (Genève, Suisse)



**fin du mois de mai**  
Rapport final du UN High-level Panel on Digital Cooperation



**9–21 juin**  
Africa Internet Summit 2019 (Kampala, Ouganda)



**19–20 juin**  
EuroDIG 2019 (The Hague, Pays-Bas)



**25–29 novembre**  
14th Internet Governance Forum (Berlin, Allemagne)



**8–11 octobre**  
19. WTO Public Forum (Genève, Suisse)



**24–26 août**  
Sommet du G7 (Biarritz, France)



**9–18 juillet**  
High-Level Political Forum on Sustainable Development (New York, USA)



**28–29 juin**  
Sommet du G20 (Osaka, Japon)

